

PICUM INFORMATIONS TRIMESTRIELLES JANVIER – MARS 2017

FRONTIÈRES

NATIONS UNIES

DÉVELOPPEMENTS DE LA POLITIQUE EUROPÉENNE

DÉVELOPPEMENTS NATIONAUX

SOINS DE SANTÉ

EMPLOI ET CONDITIONS DE TRAVAIL ÉQUITABLE

FEMMES SANS-PAPIERS

ENFANTS ET LEURS FAMILLES SANS-PAPIERS

DÉTENTION ET EXPULSION

FRONTIÈRES

EUROPE / Nouveaux ‘experts des retours à la frontière’ pour soutenir les expulsions de migrants

L'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes, FRONTEX, a mis en place une réserve d'experts qui soutiendra les expulsions de migrants à travers l'UE. Celle-ci sera composée à terme de 690 contrôleurs de retour, d'accompagnateurs pour les retours et de spécialistes des questions de retour. Selon Statewatch, en 2016 et 2017, 66,5 millions d'euros ont été alloués aux activités liées aux retours menés par Frontex, contre 9,5 millions d'euros en 2015.

Sources : [Frontex News](#) 10 janvier 2017; [Statewatch](#), 27 janvier 2017

HONGRIE / Des migrants détenus dans des camps de conteneurs

Le Parlement hongrois a adopté un projet de loi le 7 mars 2017 qui permet la rétention de migrants irréguliers dans des conteneurs de transport convertis. Selon un porte-parole du gouvernement, les personnes retenues dans les camps de conteneurs ne pourraient quitter ces camps que si elles en obtiennent la permission ou si elles se sont engagées à quitter le pays et à être amenées jusqu'en Serbie. Plus de 320 conteneurs de transport ont été placés dans deux zones de transit entre la Hongrie et la Serbie. Le Ministère de l'Intérieur a déclaré que seuls les enfants non accompagnés âgés de moins de 14 ans ne seraient pas retenus mais placés dans des établissements d'accueil d'enfants dans le pays. Les dénonciations de violence à l'encontre des migrants aux frontières du pays se poursuivent. Médecins Sans Frontières (MSF) a [rapporté](#) avoir traité plus de 100 patients atteints de blessures résultant de la violence des patrouilles frontalières hongroises, entre janvier 2016 et février 2017. Il était question de blessures à la suite de coups, de morsures de chien, d'irritations causées par des gaz lacrymogènes ou poivrés ainsi que d'autres blessures.

Sources : [EU Observer](#), 7 mars 2017; [EU Observer](#) 15 mars 2017

MEDITERRANÉE / Des milliers de migrants sauvés, plus de 520 morts, les missions de sauvetage font face à des accusations de collusion avec les passeurs

Selon le projet Migrants portés disparus (Missing Migrants Project) de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), 525 personnes sont mortes en mer entre le 1^{er} janvier 2017 et le 19 mars 2017 et 20 484 migrants et réfugiés sont entrés en Europe par la mer au cours de cette même période. En quelques jours en mars, 6 000 personnes ont été secourues sur la route de la Méditerranée centrale de la Libye à l'Italie. Au cours d'une des opérations de sauvetage, une petite fille est née à bord d'un navire. Auparavant, le 21 février, le Croissant-Rouge libyen a rapporté que 74 corps ont été retrouvés échoués sur la côte de la ville libyenne de Zawiya en bord de la mer Méditerranée. Pendant ce temps, Carmelo Zuccaro, procureur en chef de la ville sicilienne de Catane, a formé un groupe de travail chargé d'examiner la possibilité d'un financement des organisations non gouvernementales de sauvetage de migrants et de réfugiés par des passeurs. Sea-Watch, SOS Méditerranée, MSF et les autres ONG opérant en Méditerranée ont nié ces accusations.

Sources: [Reuters](#), 28 mars 2017; [Al Jazeera](#) 21 mars 2017; Organisation Internationale pour les Migrations, [Communiqué de presse](#) 21 mars 2017 ; [La Vanguardia](#), 27 mars 2017

NATIONS UNIES

ONU / Un Comité des Nations Unies souligne que tous les migrants ont droit à la santé en vertu du droit international

Le Comité des droits économiques, sociaux et culturels de l'ONU a publié une déclaration le 13 mars 2017 sur les « Devoirs des États envers les réfugiés et les migrants au titre du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels » (PIDESC). Selon le Comité, le fait que les personnes sans-papiers sont systématiquement privées de l'accès aux soins de santé, à l'emploi, à l'éducation pour leurs enfants et aux logements sociaux « ne peut être toléré ». Le Comité exhorte des « barrières strictes » entre le personnel de santé et l'application des lois d'immigration, de sorte que les personnes sans-papiers n'aient pas à craindre d'être signalées aux autorités lorsqu'elles recherchent une assistance médicale. Il reconnaît également la contribution des travailleurs migrants aux systèmes de sécurité sociale, souligne la nécessité d'assurer leur protection contre les abus et de s'assurer qu'ils peuvent déposer des plaintes sans crainte d'expulsion. La déclaration est disponible [ici](#).

DÉVELOPPEMENTS DE LA POLITIQUE EUROPÉENNE

COMMISSION EUROPÉENNE / Nouvelles mesures de politiques de retour critiquées comme causant plus de mal et de souffrance

La Commission européenne a présenté un plan d'action renouvelé de l'UE sur le retour et une recommandation aux États membres de l'UE visant à augmenter le taux d'expulsions. Les mesures appellent les États membres à émettre systématiquement des décisions de retour et à retenir les migrants qui ont reçu une décision de retour et qui « montrent des signes » portant à croire qu'ils ne se conformeraient pas à la décision ni à coopérer au processus de retour. Les mesures permettent également la rétention d'enfants et suggèrent des restrictions aux droits d'appel et autres garanties procédurales. Un groupe de plus de 90 organisations de la société civile a interpellé la Commission européenne dans une [déclaration commune](#) exprimant leur inquiétude concernant la prolongation de la rétention, rappelant les valeurs de l'UE et soulignant l'absence de preuve de dissuasion de la rétention et de l'expulsion sur l'immigration irrégulière. Un groupe d'organisations de défense des droits de l'enfant a souligné dans un [communiqué de presse commun](#) en quoi ces mesures mettent en danger la vie d'enfants et violeraient la Convention de l'ONU relative aux droits de l'enfant. Le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) a décrit la Recommandation de l'UE sur les procédures de retour comme étant une « [pente glissante](#) » pour résoudre les problèmes migratoires en Europe et a déclaré que des alternatives à la rétention, telles que les exigences en matière d'enregistrement et de déclaration, devraient être développées et mises en place.

Source : Commission européenne, [Communiqué de presse](#), 2 mars 2017

UE – LYBIE / Coopération proposée pour freiner les mouvements migratoires à travers la Libye

Les dirigeants de l'UE ont adopté une [déclaration](#), lors d'une réunion informelle à Malte le 3 février 2017, qui propose une coopération avec la Libye pour limiter les mouvements migratoires de la Libye vers l'Europe. Entre autres, la « Déclaration de Malte » prévoit la formation, l'équipement et le soutien de la garde côtière nationale libyenne et d'autres agences compétentes, ainsi que d'assurer la capacité et des conditions d'accueil adéquates pour les migrants en Libye. Dans une lettre commune adressée à tous les chefs d'État de l'Union européenne, un groupe de plus de 70 organisations a souligné que ces plans d'action aggraveront le taux d'arrestation et de rétention de migrants en Libye et augmenteront leur exposition à de graves violations des droits de l'homme ; que l'accent mis sur la lutte contre les passeurs n'empêchera pas les migrations, ni ne fournira de solutions aux souffrances humaines ; et que l'accord UE-Turquie ne peut être considéré comme un exemple de bonne pratique. La lettre est disponible [ici](#) en anglais, allemand, grec, français, italien, espagnol, néerlandais et polonais. En amont de la réunion des chefs d'État et de gouvernement de l'UE du 3 février 2017 à Malte, la Commission européenne a publié une communication commune intitulée « La migration le long de la route de la Méditerranée centrale : gérer les flux migratoires, sauver des vies ». Les mesures proposées comprennent la réduction du nombre de passages et sauver des vies en mer ; l'intensification de la lutte contre les passeurs et les trafiquants ; l'augmentation des réinstallations et la promotion du retour volontaire assisté, ainsi que la gestion des flux migratoires à travers la frontière libyenne du sud et une coopération accrue avec l'Égypte, la Tunisie et l'Algérie. Pour lire le communiqué, cliquez [ici](#).

Sources : [Conseil de l'Union européenne](#), 3 février 2017; [European Commission News](#), 25 janvier 2017

DÉVELOPPEMENTS NATIONAUX

EUROPE / Des citoyens poursuivis pour être venus en aide à des migrants sans-papiers

Plusieurs cas de citoyens poursuivis pénalement pour avoir aidé des migrants en situation irrégulière ont été signalés par les médias. Pierre Mannoni, un professeur français de géographie de 45 ans, a été arrêté à un péage d'autoroute alors qu'il conduisait trois filles érythréennes blessées pour des soins médicaux à Nice. Il a été acquitté devant les tribunaux en janvier 2017, mais la défense a fait appel et a demandé une peine de six mois de prison. Ou encore Houssam El Assimi, qui a été arrêté lors d'une descente de police dans un camp de Paris en septembre 2016. Selon les signalements, M. El Assimi aurait aidé des migrants et aurait servi de traducteur français / arabe. Il a été arrêté pour « rébellion et violence sur personne dépositaire de l'autorité publique » lorsqu'il protestait au cours d'une descente de police dans un camp de Paris en septembre 2016. Son procès a été ajourné jusqu'à mai 2017. Un soldat britannique à la retraite, qui a tenté d'amener une fille afghane âgée de quatre ans pour rejoindre sa famille au Royaume-Uni depuis le camp de Calais en France (voir [Bulletin PICUM](#), 2 mars 2016) et qui a tout juste évité la prison, a déclaré qu'il a reçu des courriers haineux par la suite, y compris un message indiquant qu'il devrait être pendu pour trafic illicite de migrants.

Sources: [The Guardian](#), 7 janvier 2017; [Al Jazeera](#), 25 janvier 2017

GRÈCE / Augmentation des cas d'automutilation chez les migrants, tentatives de suicide d'enfants et détérioration de la santé des migrants

Un réfugié syrien s'est mis le feu sur l'île grecque de Chios le 30 mars 2017 et a subi des brûlures sur 85% de son corps. Quelques jours avant l'incident, un homme portant des documents de demande d'asile et considéré comme un réfugié a été retrouvé pendu au port de Pirée. Une série de grèves de la faim de migrants en Grèce a également été menée en février 2017 pour protester contre les conditions de vie médiocres. La dernière grève a débuté au camp d'Elliniko, un complexe sportif à l'abandon abritant 1 000 personnes. Des enfants migrants âgés d'à peine neuf ans ont tenté de se suicider en Grèce. Un jeune garçon de 12 ans aurait filmé sa tentative de suicide après avoir été témoin d'autres tentatives de suicide. L'organisation Save the Children a déclaré que les conditions de vie entraînent un accroissement du nombre d'enfants migrants et réfugiés qui s'automutilent, ainsi qu'un accroissement de l'abus de drogues chez les enfants. Les migrants et les réfugiés n'ont souvent pas accès à l'eau chaude et aux sanitaires, endurent des températures très froides dans des tentes conçues pour des conditions d'été et séjournent dans des établissements surpeuplés. Publié par Médecins Sans Frontières (MSF) le 14 mars 2017, le rapport «[Une année depuis l'accord UE-Turquie : contester les faits alternatifs de l'UE](#)» a révélé que la santé physique et mentale des migrants et des réfugiés en Grèce s'est considérablement détériorée depuis l'accord UE-Turquie en mars 2016. Les psychologues de MSF ont effectué plus de 760 consultations sur

la santé mentale de migrants et de réfugiés et ont observé une détérioration de leur santé mentale immédiatement après la mise en œuvre de l'accord UE-Turquie. Ils ont assisté à une augmentation significative du nombre de patients présentant des symptômes d'anxiété et de dépression et de patients souffrant du syndrome de stress post-traumatique au cours de l'année suivant l'accord.

Sources: [Al Jazeera](#), 30 mars 2017; [Al Jazeera](#), 28 mars 2017; [EU Observer](#), 6 février 2017; [Reuters](#), 16 mars 2017

SUISSE / 'Opération Papyrus' pour aider à régulariser la situation de milliers de sans-papiers à Genève

La nouvelle initiative de régularisation « Opération Papyrus » en Suisse vise à régulariser des milliers de migrants sans-papiers dans le canton de Genève. L'initiative vise également à aborder la question du travail informel et à recueillir des informations sur les employeurs qui embauchent des travailleurs en situation irrégulière. Plusieurs groupes de droits des migrants, y compris un syndicat, ont travaillé pendant six ans pour développer ce projet. La régularisation est possible pour les migrants irréguliers qui vivent à Genève et sont considérés comme « intégrés », selon les critères suivants : les familles ayant des enfants scolarisés doivent avoir vécu cinq ans en Suisse, les autres demandeurs dix ans ; les demandeurs doivent être financièrement indépendants ; prouver « une intégration réussie » en ayant un certain niveau de français ou en ayant leurs enfants inscrits dans les écoles suisses ; et ne pas avoir de casier judiciaire. Les demandes de régularisation seront évaluées individuellement.

Sources: [Tribune de Genève](#), 21 février 2017; [Le Temps](#), 21 février 2017; [Collectif de soutien aux sans-papiers](#) mars 2017

ÉTATS-UNIS / La nouvelle administration Trump cible les migrants sans-papiers

Après son inauguration en tant que 45^e président des États-Unis le 20 janvier 2017, Donald Trump a commencé à prendre des mesures ciblant les migrants sans-papiers. Il a signé un décret pour lancer la construction d'un mur le long de la frontière entre les États-Unis et le Mexique. Il a appelé à l'élargissement des forces de police en vue de réprimer les migrants irréguliers dans le pays et a relancé des programmes qui permettent au gouvernement de travailler avec les agences locale et fédérale de maintien de l'ordre pour arrêter et placer en rétention les migrants en situation irrégulière ayant un casier judiciaire. Avec un autre décret le 27 janvier 2017, Donald Trump a suspendu l'entrée de tous les réfugiés aux États-Unis pendant 120 jours, a bloqué indéfiniment l'entrée des réfugiés syriens aux États-Unis et a temporairement suspendu la migration vers les États-Unis depuis plusieurs pays majoritairement musulmans, à savoir l'Iran, l'Irak, la Libye, la Somalie, le Soudan, la Syrie et le Yémen, y compris pour les personnes ayant des visas et des permis de séjour valides, les personnes en transit et certaines personnes ayant une double nationalité. Un autre décret prévoit que les villes sanctuaires, des villes qui ont adopté des politiques pour protéger les migrants sans-papiers de l'application des lois fédérales sur l'immigration à l'échelle locale, peuvent être privées de subventions fédérales. Plusieurs maires de villes à travers les États-Unis ont déclaré que leurs villes resteraient des espaces sûrs et résisteraient aux efforts déployés par le gouvernement fédéral pour repérer et expulser les personnes en question. Plus de 60 chefs de police ont également pris position publiquement contre les lois d'immigration du président Trump. Les agents du département de police de Los Angeles ont déclaré que l'application des lois sur l'immigration créerait des difficultés entre la police et les citoyens migrants et susciterait la peur.

Sources: [The New York Times](#), 25 janvier 2017; [The Guardian](#), 25 janvier 2017; [New York Times](#), 27 janvier 2017; [New York Times](#) 29 janvier 2017; [Los Angeles Times](#), 30 janvier 2017

SOINS DE SANTÉ

BELGIQUE / RAPPORT / Effets destructeurs des mesures migratoires sur la santé des migrants en transit

Médecins du Monde (MDM) Belgique a publié le rapport 'Urgences Invisibles ? Comment le droit à la santé et sa pratique diffèrent pour les migrants en transit en Belgique' le 23 février 2017. Le rapport détaille les difficultés rencontrées par les migrants en Belgique et leur incidence sur leur santé. Le rapport documente les recherches recueillies par les cliniques de Médecins du Monde traitant des personnes dans les principales gares de Bruxelles et les consultations médicales avec des migrants. Malgré le fait que le droit des migrants sans-papiers aux soins de santé soit inscrit dans la loi belge, il existe de nombreux obstacles pour bénéficier de soins de santé. Le rapport formule plusieurs recommandations, y compris la création de voies de migration sûres et régulières pour les migrants, l'accès équitable aux soins de santé primaires, la fin de la pratique d'examen médicaux uniquement à

des fins de contrôle migratoire, la fin de la criminalisation de la solidarité et la simplification des procédures pour obtenir une assistance médicale. Le rapport est disponible [ici](#).

ROYAUME-UNI / Le Ministère de l'Intérieur britannique demande de plus en plus de dossiers confidentiels de patients pour l'application de la loi en matière d'immigration

Le Ministère de l'Intérieur au Royaume-Uni (Home Office) a demandé au Service National de Santé britannique (NHS) de partager les données personnelles de patients - y compris leurs dernières adresses connues - à des fins d'application de la loi sur l'immigration. Les données de plus de 8 100 personnes ont été transférées aux services chargés de l'exécution des mesures d'immigration du Ministère de l'Intérieur britannique au cours de l'année écoulée. Selon des rapports, les demandes portaient sur des personnes avec lesquelles les autorités de l'immigration n'ont eu aucun contact ou qui ont séjourné au Royaume-Uni malgré l'expiration de leur visa. Divers organismes de santé et des droits de l'homme ont critiqué le partage de données personnelles et ont exigé la suspension de cette pratique.

Sources : [The Guardian](#), 24 janvier 2017 ; [The Guardian](#), 1 février 2017 ; Migrants Rights Network et Docs not Cops, [Communiqué de presse](#) : Préoccupations concernant les recommandations du système de tarification du NHS.

EMPLOI ET CONDITIONS DE TRAVAIL ÉQUITABLES

GLOBAL / Principes généraux et directives opérationnelles concernant le recrutement équitable de l'OIT

L'Organisation Internationale du Travail (OIT) a publié des principes généraux et des directives opérationnelles non contraignants sur le recrutement équitable, y compris pour les travailleurs migrants. Les principes expliquent que la législation et les politiques en matière d'emploi et de recrutement devraient s'appliquer à tous les travailleurs et à tous les aspects du processus de recrutement ; et que les contrats écrits doivent être compréhensibles pour le travailleur. La liberté des travailleurs de se déplacer dans un pays ou de quitter un pays doit être respectée. Les documents d'identité et les contrats des travailleurs ne doivent pas être confisqués, détruits ou conservés. Les travailleurs migrants ne doivent pas avoir à recevoir de leurs employeurs ou de recruteurs la permission de changer d'employeur. Les gouvernements devraient également prendre des mesures pour assurer les droits des travailleurs à travers les frontières après qu'un travailleur soit revenu dans son pays d'origine. Les lignes directrices portent également sur la gouvernance de la migration de main-d'œuvre ; faire correspondre le recrutement aux besoins du marché du travail et aux politiques de migration de main-d'œuvre ; et assurer les normes et la surveillance du recrutement dans les accords bilatéraux et multilatéraux sur la migration de main-d'œuvre, ainsi que leur mise en œuvre. Les lignes directrices sont disponibles [ici](#).

BROCHURE / Lignes directrices pour l'élaboration d'un mécanisme efficace de traitement des plaintes pour les travailleurs migrants

PICUM a publié une brochure pour l'élaboration d'un mécanisme efficace de traitement des plaintes en cas d'exploitation ou d'abus du travail. Les lignes directrices expliquent quelles sont les composantes nécessaires pour qu'un mécanisme de traitement des plaintes soit efficace en vue de prévenir et réagir à l'exploitation du travail forcé de travailleurs migrants. Les données personnelles sur le travailleur ne peuvent être partagées entre les autorités du travail et les autorités de contrôle de l'immigration. Cette « barrière de protection » devrait également s'appliquer aux inspections du travail et aux tribunaux du travail afin d'assurer que les travailleurs puissent déposer des plaintes sans craindre une expulsion. D'autres éléments clés incluent d'assurer la provision d'une représentation juridique et d'un permis de séjour - au moins pour la durée de la procédure avec possibilité d'extension - afin que le travailleur puisse participer aux procédures. La brochure est disponible en [anglais](#), [néerlandais](#), [allemand](#) et [tchèque](#).

FEMMES SANS PAPIERS

ALLEMAGNE / TÉMOIGNAGES / Les femmes migrantes partagent leurs histoires en prières

L'organisation Maisha, qui travaille pour les droits des femmes migrantes, a publié un recueil de prières de femmes originaires de pays africains en mars 2017. Les prières racontent les expériences de violence et les raisons pour lesquelles ces femmes ont entrepris leur voyage pour venir en Europe et abordent les périls et les épreuves auxquelles elles ont fait face au cours de leur voyage et les situations et difficultés qu'elles rencontrent dans leur pays de destination. De nombreuses femmes partagent des histoires de viol, de circoncision, des récits de leurs tentatives pour subvenir aux besoins de leurs enfants et pour les garder en sécurité et des histoires de désespoir, y compris de la peur d'être expulsées vers des environnements dangereux. Le recueil de prières est disponible en [anglais](#) et en [allemand](#).

GLOBAL / Le réseau international des femmes en situation de migration appelle aux droits des femmes migrantes

Le 8 mars 2017 lors de la Journée internationale des droits des femmes, le réseau Women in Migration Network (WIMN) a publié un communiqué intitulé «Pour la mobilisation et la résistance en vue de revendiquer les droits des femmes en situation de migration». Dans un climat d'accroissement du nombre de mise en rétention et d'expulsions, et de racisme et de xénophobie intensifiés, WIMN met l'accent sur les droits de tous les migrants et réfugiés, quel que soit leur citoyenneté ou leur statut migratoire. La déclaration met également en avant des exemples de solidarité et de résistance dans le monde, y compris de nombreuses marches pour les droits des femmes. La déclaration est disponible [ici](#).

ENFANTS SANS PAPIERS ET LEUR FAMILLE

UE / Recommandations aux dirigeants de l'UE et des États membres pour mettre fin à la disparition et à l'exploitation des enfants en situation de migration

45 organisations de défense des droits de l'enfant ont formulé des [recommandations](#) pour faire face à la situation d'enfants migrants disparus. Les recommandations incluent, entre autres, l'amélioration des conditions et des procédures d'accueil, ainsi que d'assurer l'accès à des tuteurs légaux formés, à l'information et au droit d'être entendu, à des voies de migration régulières et des solutions durables. Elles sont fondées sur la recherche, l'expertise et les recommandations avancées par les parties prenantes de la conférence «[Lost in migration](#)» tenue en janvier. Les organisations peuvent encore approuver les recommandations [ici](#).

GLOBAL / Six millions d'enfants apatrides, risques particuliers d'apatridie pour les enfants de migrants sans-papiers

Un enfant naît sans nationalité quelque part dans le monde toutes les 10 minutes. Le rapport "The World's Stateless" et son site Internet (<http://www.worldsstateless.org/>) par l'Institut sur l'Apatridie et l'Inclusion indiquent qu'il y a plus de six millions d'enfants apatrides dans le monde, un problème dans la plupart des pays et dans toutes les régions. Le rapport appelle à une action immédiate pour lutter contre l'apatridie des enfants à travers la mobilisation, le plaidoyer, les litiges en contentieux et d'autres moyens. En voyant leur nationalité refusée, les enfants apatrides sont souvent privés de soins de santé, d'éducation et d'autres droits fondamentaux. Le rapport comprend un chapitre soulignant les risques particuliers d'apatridie auxquels sont confrontés les enfants sans-papiers en Europe. Lisez le rapport [ici](#).

SUÈDE / «Syndrome de résignation» - les enfants migrants et réfugiés présentent des symptômes de perte de volonté de vivre

De plus en plus de signalements ont émergé en Suède d'enfants migrants et réfugiés qui tombent dans un état d'apathie en raison des difficultés auxquelles ils ont été confrontés. Appelé en suédois "de apatiska" ou "uppgivenhetssyndrom", signifiant «syndrome de résignation», il n'y a pas de maladie physique ou neurologique sous-jacente, mais les enfants touchés présentent des signes de perte de volonté de vivre. La maladie a été reconnue depuis le début des années 2000. Dans une lettre ouverte adressée au ministre suédois chargé des migrations, un groupe de 42 psychiatres a affirmé que les nouvelles restrictions imposées aux demandeurs d'asile et le temps passé par l'Office suédois des migrations à traiter leurs demandes entraîneraient cette maladie. Dans certains cas, les enfants sont restés dans une situation de vide pendant des années ou craignent d'être séparés des membres de leur famille ou expulsés avec leurs familles. L'Office suédois des migrations a commencé à permettre aux enfants apathiques et à leurs familles de rester en Suède.

Sources: [The New Yorker](#), mars 2017; [The Independent](#), 2 avril 2017

RÉTENTION ET EXPULSION

ALLEMAGNE / Le gouvernement allemand vise à accroître les expulsions, l'opposition des États fédérés

La chancelière allemande, Angela Merkel, et le président tunisien, Beji Caid Essebsi, ont conclu un accord en mars 2017 qui stipule que les demandeurs d'asile tunisiens déboutés soient expulsés vers la Tunisie par des procédures plus rapides. En retour, l'Allemagne fournira 250 millions d'euros d'aide pour la formation professionnelle et le soutien aux petites entreprises en Tunisie. Entre temps, Angela Merkel a demandé aux gouverneurs des États fédérés allemands de faire plus d'efforts pour expulser les migrants en situation irrégulière, demande qui a été confrontée à des oppositions et à des objections de la part de dirigeants de certains États fédérés tels que la Thuringe et le Schleswig-Holstein. Ces États fédérés se sont particulièrement opposés aux expulsions prévues vers l'Afghanistan. Le 10 mars 2017, l'Assemblée fédérale allemande (Bundesrat) a rejeté la loi du gouvernement qui déclare le Maroc, l'Algérie et la Tunisie en tant que 'pays d'origine sûrs'. L'organisation Pro Asyl a déclaré que les expulsions vers ces pays sont néanmoins possibles et se poursuivront.

Sources: [Pro Asyl News](#), 10 mars 2017; [Der Spiegel](#), 9 mars 2017; [Agence France Presse](#), 14 février 2017

MALTE / La rétention des migrants maliens en violation de la loi

Dans une lettre ouverte au Premier ministre maltais, Joseph Muscat, et au ministre des affaires intérieures, Carmelo Abela, des ONG ont appelé le gouvernement à libérer neuf hommes de rétention immédiatement. Les migrants faisaient partie d'un groupe de 33 Maliens qui ont été arrêtés et retenus en novembre 2016, dans le cadre d'un programme commun de l'UE qui a accordé l'aide de l'UE au Mali en échange de l'engagement du pays d'Afrique de l'Ouest à accepter les demandeurs d'asile déboutés. Les ONG affirment que la rétention prolongée de ces hommes enfreint le droit national et communautaire et leur dignité humaine. Le gouvernement maltais est en attente de documents des autorités maliennes concernant les neuf migrants. En janvier, M. Abela a indiqué que le gouvernement pourrait être ouvert à la libération des migrants de rétention si leurs documents prennent trop de temps pour arriver.

Source : [Malta Today](#), 12 février 2017